

Numéro 6, avril 2014

### Editorial



La récente réunion des Directeurs des Ecoles d'études politiques a été l'occasion de dresser un bilan des projets d'élargissement du réseau des Ecoles : **deux nouvelles écoles sont sur le point d'ouvrir leurs portes : une école pour la Turquie à Istanbul et une école pour la**

**Grèce à Thessalonique.** Ces nouvelles venues, accueillies chaleureusement, reflètent notre ambition d'élargir le réseau à toutes les régions d'Europe. Dans la même veine, des discussions sont en cours avec l'Institut de gouvernance (Hertie School of Governance) de Berlin et l'Université d'Europe centrale (Central European University) de Budapest, pour construire des synergies entre ces institutions réputées et les Ecoles.

Nous progressons également dans notre **objectif de développer une communauté internationale d'anciens élèves**, qui s'appuierait sur les réseaux nationaux existants d'anciens élèves et accroîtrait leur impact. Les responsables politiques et de la société civile qui ont participé au programme des Ecoles représentent un vaste potentiel, qui devrait être mieux intégré dans le réseau des Ecoles et qui pourrait jouer un rôle clé dans la promotion de l'acquis et des valeurs du Conseil de l'Europe dans leurs pays respectifs. C'est pourquoi nous organisons le **Premier Séminaire International des anciens élèves à Strasbourg les 19-20 juin 2014**. Il sera consacré aux anciens élèves qui ont accédé à un haut niveau de responsabilité dans leur domaine.

Nous sommes profondément choqués par la **sentence de 7 ans de prison qui a été signifiée à Ilgar Mammadov, Directeur de l'Ecole d'études politiques de Bakou**, en dépit des sérieux doutes de la part de la communauté internationale quant à l'équité du procès. Je ne peux que me faire l'écho du Haut Représentant et du Commissaire de l'Union européenne qui "regrette que les verdicts énoncés à l'encontre de M. Mammadov et de M. Yaqublu semblent motivés par des considérations politiques, ce qui est contraire aux engagements internationaux de l'Azerbaïdjan en tant que membre du Conseil de l'Europe ..." et "en appelle à l'Azerbaïdjan pour qu'il assure davantage l'indépendance de la justice, en conformité avec sa responsabilité de future présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe".

Ambassadeur Piotr Świtalski

### Une nouvelle Ecole d'études politiques ouvre ses portes en Turquie



Le 3 avril 2014, en marge de la réunion annuelle de printemps des Directeurs des Ecoles, le Conseil de l'Europe et M. Osman Kavala, Directeur de l'institut Anadolu Kültür, d'Istanbul, ont signé un

**accord de partenariat établissant officiellement une Ecole européenne de politique en Turquie**, la vingtième du réseau des Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe.

**L'Ecole a pour but d'offrir une formation de haute qualité à de nouvelles générations de responsables politiques en Turquie** afin de favoriser le dialogue parmi les jeunes politiciens sur les principales politiques publiques, de renforcer leurs compétences de leadership, d'encourager l'échange de savoir-faire et de stimuler la coopération. L'Ecole a l'intention de travailler étroitement avec l'Université Bogazici d'Istanbul et tiendra son premier séminaire en mai de cette année.

### Les anciens élèves ont dorénavant leur propre rendez-vous



Le premier **séminaire international des anciens élèves des Ecoles (19-20 juin 2014, Strasbourg)** rassemblera environ 40 anciens élèves éminents de différentes écoles et

de différents cycles annuels. Les participants se pencheront sur le thème "**Exploiter le potentiel des jeunes pour construire un avenir démocratique**", ce qui constituera une contribution au prochain Forum mondial de la démocratie dont le thème est la participation des jeunes. La réunion des anciens élèves examinera les moyens de lutter contre la marginalisation de la jeune génération actuelle et à répondre à la question de savoir si les jeunes peuvent définir un ensemble de valeurs communes qui leur serait propre, pour l'avenir.

Le séminaire sera aussi l'occasion **d'échanger des idées sur la façon de développer et de renforcer le réseau des anciens élèves des Ecoles**, qui aspire à devenir un partenaire solide et pour le long terme du Conseil de l'Europe.

## PLEINS FEUX SUR LES ACTIVITES NATIONALES DES ECOLES

### Les sept Ecoles des Balkans occidentaux se réunissent pour la deuxième académie régionale de la démocratie (RAD)



L'événement inaugural du programme 2014 du RAD, intitulé "Les invisibles ? Les multiples visages des migrations dans les Balkans occidentaux", s'est tenu du 21 au 24 février à Niš (Serbie), marquant le lancement officiel du deuxième cycle de ce projet réussi de coopération régionale des sept Ecoles des Balkans occidentaux. Le séminaire a été l'occasion d'une discussion franche et ouverte sur les questions de migration clandestine et de droits de l'homme, de politiques de droit d'asile dans l'UE et dans la région, ainsi que sur la question sensible de l'intégration des Rom. Le dernier jour du séminaire, les participants ont visité le plus grand camp de Rom à Niš "Beograd-mala" aux côtés des responsables de la communauté Rom.

### L'Ecole de Tbilissi fête le 15ème anniversaire de l'adhésion de la Géorgie au Conseil de l'Europe



Les 1er et 2 mai 2014, l'Ecole d'études politiques de Tbilissi tiendra un séminaire sur "La culture politique avant les élections locales" consacré au 15ème anniversaire de l'adhésion du pays au Conseil de l'Europe. Le corps diplomatique accrédité en Géorgie et les hauts responsables du Conseil de l'Europe, ainsi que d'autres organisations internationales s'adresseront aux participants des Ecoles. Cet événement offrira l'occasion de débattre de l'influence de l'héritage soviétique sur la culture civique et politique dans le Caucase du Sud, de la question du contexte électoral et de la durabilité démocratique, ainsi que des défis principaux auxquels la société géorgienne est confrontée de nos jours.

### FOCUS SUR LES ANCIENS ELEVES DE L'ECOLE DU LEADERSHIP DEMOCRATIQUE, MONTENEGRO (JUSQU'A AVRIL 2014)

Aleksandar Damjanovic, MP, Parti des socialistes (SNP) et Président du Conseil parlementaire pour l'économie, les finances et le budget  
 Rifat Fejzic, Représentant de la communauté musulmane au Monténégro  
 Nik Gjeloghaj, MP du Nouveau Pouvoir Démocratique (FORCA) et membre de plusieurs conseils parlementaires  
 Azra Jasavic, MP de "Monténégro Positif" et membre de plusieurs conseils parlementaires  
 Snezana Jonica, MP de SNP et membre de plusieurs conseils parlementaires  
 Srdja Kekovic, Secrétaire Générale de l'Union des syndicats de libre échange  
 Milica Kovacevic, Présidente de l'ONG "CDT"  
 Jelena Kulidzan, éditrice de programmes d'information à TV "Vijesti"  
 Vuk Maras, Directeur de Programme de l'ONG "MANS"  
 Srdja Milic, MP et Président du Parti des Socialistes (SNP)  
 Suljo Mustafic, Vice Président du Parlement du Monténégro  
 Milan Radovic, Coordinateur pour les droits de l'homme auprès de l'ONG "Alliance Civique" et membre du Conseil Radio & Télévision du Monténégro  
 Branislav Radulovic, Membre du Sénat de l'Institution de l'audit national  
 Slaven Radunovic, MP du Front démocratique et Président du Conseil parlementaire pour l'intégration européenne  
 Gojko Raicevic, Rédacteur de portail "IN4S"  
 Dragoslav Scekic, Maire de la municipalité de Berane  
 Dragan Sjekloca, Rédacteur en chef de "Al Jazeera Balkans"  
 Mirko Stanic, Porte-parole du parti Social démocrate (SDP), Secrétaire du groupe parlementaire du SDP auprès du parlement du Monténégro  
 Milan Zugic, Rédacteur des Services Généraux, Agence "MINA"  
 Vladan Zugic, rédacteur politique, quotidien "Vijesti"

*Le Forum du Leadership démocratique, établi par les anciens participants de l'Ecole du Monténégro, est un exemple concret des efforts que déploient les Ecoles d'études politiques pour développer une communauté véritable et solide des anciens élèves. Etabli il y a deux ans, ce Forum rassemble annuellement les participants anciens et actuels de l'Ecole et fournit un cadre en vue d'une coopération à long terme, des échanges d'expérience et des activités de réseautage entre les représentants des partis politiques, les responsables de la société civile, du monde de l'entreprise et des médias. Il s'est révélé une réelle plateforme pour des débats stratégiques sur des questions politiques et sociales essentielles, telles les processus de réforme dans le contexte de l'intégration européenne et transatlantique du Monténégro.*



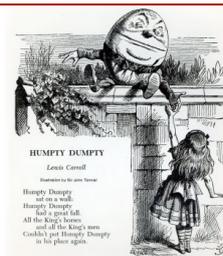
## REFLEXION OUVERTE

### LA DEMOCRATIE DE L'AUTRE COTE DU MIROIR

**“La question est de savoir si on peut faire que les mots signifient autant de choses différentes”, dit Alice.<sup>1</sup>**

**Par Jack Hanning**

Secrétaire Général de l'Association européenne des écoles d'études politiques



Au moment de la chute du mur de Berlin il y a 25 ans, le renversement des dictatures a suscité une euphorie à l'échelle du continent. La paix, la stabilité et la démocratie devinrent alors les maîtres mots pour un avenir européen prospère et brillant.

Mais le rêve d'un "Wonderland" démocratique à l'échelle du continent a été de courte durée quand les difficultés économiques, couplées avec les incertitudes politiques et les conflits militaires, ont graduellement engendré un sentiment de désarroi et de la morosité.

Qu'est-ce qui a mal tourné et que peut on y faire ?

Pourquoi y a-t-il un nombre croissant de pays, tant au Conseil de l'Europe qu'à l'UE, qui semblent avoir opté pour l'autocratie plutôt que pour la démocratie ?

Pourquoi les pays qui s'étaient prononcés contre la politique du "deux poids deux mesures" et pour une Europe sans clivages appliquent-ils aujourd'hui des normes à deux vitesses et créent-ils eux-mêmes de nouveaux clivages politiques et militaires ?

Ces 25 dernières années, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et des dizaines d'organisations de la société civile et autres organisations ont consacré énormément d'énergie et d'argent à aider les nations en voie de démocratisation à réformer leurs institutions, leurs systèmes juridiques, leurs organes judiciaires, leur police, etc.

Tout ceci s'est produit en accord avec les autorités de ces pays qui, de leur plein gré, ont fait le choix d'adhérer au Conseil de l'Europe. Ils ont librement et volontairement accepté de souscrire aux normes et obligations découlant de l'adhésion à une institution qui incarne les principes de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit et qui privilégie le règlement pacifique des conflits.

L'utilisation de la force militaire par un état membre contre un autre état

membre, tel que nous venons de l'observer en Crimée, crée, par définition, des clivages et est contraire à la Charte des Nations Unies, l'Acte final d'Helsinki de la CSCE et à tout ce que le Conseil de l'Europe et l'Union européenne représentent. Comme le dénonçait très justement l'ancien Président français François Mitterrand dans son dernier discours devant le Parlement européen : "le nationalisme, c'est la guerre".

Une législation répressive qui réduit au silence la société civile (ex. l'ONG russe GOLOS) est incompatible avec la notion de société démocratique défendue par le Conseil de l'Europe, qui a souligné la nécessité de travailler avec les organisations non gouvernementales dans sa toute première résolution statutaire adoptée en 1951. Là aussi, nous avons un standard différent, voire un double standard !

D'autres exemples sont l'interdiction de Twitter et de You Tube ainsi que l'emprisonnement de dizaines de journalistes en Turquie, qui, en parfaite contradiction avec la convention européenne des droits de l'homme, viole la notion de liberté d'expression, restreint la liberté de la presse et intimide forcément d'autres, les empêchant de fonctionner efficacement.

L'arrestation et la détention de personnes actives dans la vie politique et publique en Azerbaïdjan, notamment la sentence de 7 ans d'emprisonnement prononcée à l'encontre du Directeur de l'Ecole d'études politiques de Bakou, Ilgar Mammadov, et autres cas fondés sur des motivations politiques, sont clairement contraires aux normes juridiques et de droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Les récentes élections en Hongrie sont un autre exemple du manquement au respect des principes démocratiques. Selon l'OSCE, un certain nombre de facteurs a fourni au parti au pouvoir un avantage indu, notamment une couverture médiatique biaisée et une démarcation floue entre l'Etat et le parti.

Il est clair qu'une tendance préoccupante se dessine dans un certain nombre de pays où les notions mêmes de démocratie

et de droits de l'homme sont altérées. Nous sommes confrontés à une image en miroir dans laquelle démocratie équivaut à autocratie et justice à répression et intimidation. C'est comme si nous étions témoins de l'émergence d'une Europe d'autocraties aux côtés de l'Europe des démocraties imaginée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale !

Cela me rappelle les propos très parlants du grand avocat et homme politique français, Pierre-Henri Teitgen, qui en 1949, alors qu'il plaidait pour un mécanisme international des droits de l'homme, avait dit "... le mal progresse sournoisement; une minorité agissante, comme l'on dit, s'empare des leviers de commande. Une à une, les libertés sont supprimées, secteur par secteur. L'opinion publique, la conscience universelle, la conscience nationale sont asphyxiées. ..." <sup>2</sup>

Teitgen poursuit en soulignant qu'il faut intervenir avant qu'il ne soit trop tard. Aujourd'hui, cela signifie que le Conseil de l'Europe et l'Union européenne doivent sonner l'alarme et agir de manière déterminée avant que les choses aillent de mal en pis.

Cela signifie également que nous avons besoin de davantage d'Ecoles d'études politiques, plus fortes et avec des ressources supplémentaires, pour alerter les générations montantes sur les dangers et les pièges auxquels la démocratie est confrontée.

L'Europe pour laquelle nous nous battons est basée sur la liberté et la justice : liberté de remettre en cause, de s'informer, liberté d'écrire et de parler, liberté de vivre à l'abri de la corruption, de la mauvaise gestion, de la discrimination, de l'intimidation, de la tyrannie.

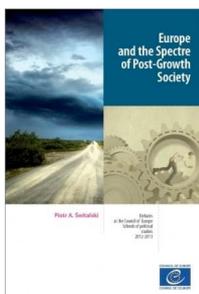
Selon les termes de l'ancien Président tchèque Vaclav Havel : "Tout porte à croire que l'on ne doit pas avoir peur de rêver sur ce qui est en apparence impossible si l'on souhaite que l'apparemment impossible devienne réalité. Sans rêver d'une meilleure Europe, on n'édifiera jamais une Europe meilleure".

(1) Lewis Carroll 1871; (2) Rapports officiels



## NOUVELLE PUBLICATION

### “L’Europe et le spectre de la société post-croissance”



Avec cette collection d’essais basés sur les **débats qui se sont tenus dans les Ecoles d’études politiques** du Conseil de l’Europe de 2012 à 2013, l’Ambassadeur Piotr Świtalski, Directeur de la Planification politique du Conseil de l’Europe, analyse les principaux problèmes sociétaux auxquels l’Europe est confrontée et explore la pertinence du projet européen et sa capacité à faire face aux menaces qui se dressent devant la démocratie. Quel rôle le Conseil de l’Europe peut-il jouer pour apporter des solutions créatives face à ces défis ? Comment pouvons-nous incarner l’idée que

l’Europe est plus vaste que l’Union européenne et que l’agenda européen est plus riche et plus profond que l’économie et la politique ? Pour acheter l’ouvrage, aller sur la librairie en ligne du Conseil de l’Europe ([www.book.coe.int](http://www.book.coe.int)).

## EVENEMENTS A VENIR

- |                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| <b>8-11 mai 2014</b><br>Skopje       | <b>“Droits sociaux et droits du travail en temps de crise économique prolongée”</b><br>2ème séminaire de la RAD pour les 7 Ecoles d’études politiques des Balkans occidentaux.   |
| <b>4-8 juin 2014</b><br>Sofia        | <b>Académie d’été “Construire la démocratie par la diplomatie culturelle”</b><br>Partage d’expérience entre les Ecoles d’études politiques en Bulgarie, Tunisie et au Maroc.   |
| <b>19-20 juin 2014</b><br>Strasbourg | <b>“Exploiter le potentiel des jeunes pour construire un avenir démocratique”</b><br>Ce séminaire international consacré aux anciens de toutes les Ecoles engagera les participants dans une réflexion sur le thème de l’édition 2014 du Forum mondial de la démocratie. |

Pour consulter le calendrier complet, visitez le [site Internet des Ecoles](#).

## CONTACTS

### DIRECTION DE LA PLANIFICATION POLITIQUE

**Ambassadeur Piotr Świtalski**  
Directeur  
piotr.switalski(at)coe.int  
+33 (0) 3 88 41 30 95

**Michael R Emmert**  
Adjoint au Directeur  
michael.remmert(at)coe.int  
+33 (0) 3 88 41 34 05

**Ruth Goodwin**  
Chargée de projet  
ruth.goodwin(at)coe.int  
+33 (0) 3 88 41 34 96

**Suzette Saint-Marc**  
Assistante de projet  
suzette.saint-marc(at)coe.int  
+33 (0) 3 88 41 28 67

### ASSOCIATION EUROPEENNE DES ECOLES D’ETUDES POLITIQUES

**Jack Hanning**  
Secrétaire général  
jack.hanning(at)gmail.com  
+33 (0) 6 75 79 73 27

**Yuliya Kochneva**  
Chargée de mission  
yuliya.kochneva(at)coe.int  
+33 (0) 3 88 41 21 89

[www.schoolsofpoliticalstudies.eu](http://www.schoolsofpoliticalstudies.eu)

## A PROPOS DES ECOLES D’ETUDES POLITIQUES

Les Ecoles d’études politiques du Conseil de l’Europe forment les futures générations de responsables dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental dans les pays en transition. Elles organisent des séminaires et des conférences sur la démocratie, les droits de l’homme et l’état de droit. La première Ecole a été créée en 1992 à Moscou par des militants de la société civile. Depuis, 19 autres ont ouvert leurs portes. Le réseau des Ecoles couvre aujourd’hui l’ensemble de l’Europe de l’Est, du Sud-Est, des pays u groupe de Visegrád, du Caucase et de la région du sud de la Méditerranée.

Les 20 Ecoles sont implantées dans les pays suivants (par ordre de création) : Fédération de Russie ; Géorgie ; Bulgarie ; « l’ex-République yougoslave de Macédoine » ; Bosnie-Herzégovine ; Moldova ; Kosovo\* ; Serbie ; Roumanie ; Croatie ; Arménie ; Ukraine ; Azerbaïdjan ; Albanie ; Monténégro ; Bélarus ; Tunisie ; Maroc ; les pays du groupe de Visegrade et la Turquie. [\*Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu’il s’agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.]

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site Internet des Ecoles d’études politiques](#).